

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/La-crise-ukrainienne-aurait-du-etre-evitee-Jack-Matlock>

« La crise ukrainienne aurait dû être évitée » Jack Matlock

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 21 février 2022

Description :

Une crise évitable qui était prévisible, en fait prédite, délibérément précipitée, mais facilement résoluble par l'application du bon sens, écrit Jack Matlock, le dernier ambassadeur US en URSS...

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Une crise évitable qui était prévisible, en fait prédite, délibérément précipitée, mais facilement résoluble par l'application du bon sens, écrit [Jack Matlock](#), le dernier ambassadeur US en URSS

On nous dit chaque jour que la guerre est peut-être imminente en Ukraine. Les troupes russes, nous dit-on, se massent aux frontières de l'Ukraine et pourraient attaquer à tout moment. Les citoyens des Etats-Unis sont invités à quitter l'Ukraine et les personnes membres du personnel de l'ambassade des Etats-Unis sont évacuées.

Entre-temps, le président ukrainien a déconseillé d'alimenter la panique et a clairement indiqué qu'il ne considérait pas une invasion russe comme imminente. Vladimir Poutine, le président russe, a nié avoir l'intention d'envahir l'Ukraine.

Sa demande est que le processus d'intégration de nouveaux membres à l'OTAN cesse et qu'en particulier, la Russie ait l'assurance que l'Ukraine et la Géorgie ne soient jamais membres. Le président Joe Biden a refusé de donner une telle assurance mais a clairement indiqué sa volonté de continuer à discuter des questions de stabilité stratégique en Europe.

Pendant ce temps, le gouvernement ukrainien a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de mettre en oeuvre l'accord conclu en 2015 sur la réunion des provinces du Donbass en Ukraine avec un large degré d'autonomie locale - un accord avec la Russie, la France et l'Allemagne que les États-Unis ont approuvé.

Peut-être que j'ai tort - tragiquement tort - mais je ne peux pas écarter le soupçon que nous assistons à une mascarade élaborée, grossièrement amplifiée par des éléments éminents des médias étasuniens à des fins de politique intérieure. Face à la hausse de l'inflation, aux ravages d'Omicron, à la responsabilité (pour la plupart injuste) du retrait d'Afghanistan, ainsi qu'à l'incapacité d'obtenir le plein soutien de son propre parti pour la législation *Build Back Better*, l'administration Biden vacille dans les sondages au moment où se préparent les élections au Congrès de cette année.

Puisque des « victoires » claires sur les malheurs intérieurs semblent de plus en plus improbables, pourquoi ne pas en fabriquer une en se faisant passer pour celui qui a empêché l'invasion de l'Ukraine en « tenant tête à Vladimir Poutine » ? En fait, il semble très probable que les objectifs du président Poutine soient ce qu'il prétend être - et comme il le dit depuis son discours à Munich en 2007. Pour simplifier et paraphraser, je les résumerai ainsi : « Traitez-nous avec au moins un minimum de respect. Nous ne menaçons ni vous ni vos alliés, pourquoi nous refusez-vous la sécurité que vous exigez pour vous-même ?

La fin de la guerre froide

En 1991, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, de nombreux observateurs, ignorant le déroulement rapide événements qui ont marqué la fin des années 1980 et le début des années 1990, ont considéré la fin de la guerre froide. Ils avaient tort. La guerre froide avait pris fin au moins deux ans plus tôt. Elle s'est terminée par des négociations et cela était dans l'intérêt de toutes les parties. Le président George H. W. Bush espérait que [Mikhaïl Gorbatchev](#) parviendrait à maintenir la plupart des douze républiques non baltes dans une fédération volontaire.

Le 1er août 1991, Bush a prononcé un discours devant le parlement ukrainien (la Verkhovna Rada) dans lequel il a approuvé les plans de Gorbatchev pour une fédération volontaire et a mis en garde contre le « nationalisme suicidaire ». Cette dernière phrase a été inspirée par les attaques du dirigeant géorgien [Zviad Gamsakurdia](#) contre les minorités en Géorgie soviétique. Pour des raisons que j'expliquerai ailleurs, ils l'appliquent à l'Ukraine aujourd'hui.

Conclusion : Malgré la croyance répandue, tant parmi le « blob » aux États-Unis que parmi la plupart des citoyens russes, les États-Unis n'ont pas soutenu, et encore moins provoqué l'éclatement de l'Union Soviétique. Nous avons soutenu tout au long de l'indépendance de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie, et l'un des derniers actes du parlement soviétique a été de légaliser leur revendication d'indépendance. Et, soit dit en passant, malgré les craintes fréquemment exprimées, Poutine n'a jamais menacé de réabsorber les pays baltes ou de revendiquer l'un de leurs territoires, bien qu'il en ait critiqué certains qui refusaient aux Russes de souche les pleins droits de citoyenneté, un principe que l'Union européenne L'Union s'est engagée à faire respecter.

Mais passons à la première des affirmations du sous-titre :

La crise était-elle évitable ?

Eh bien, puisque la principale exigence du président Poutine est l'assurance que l'OTAN n'acceptera plus de nouveaux membres, et en particulier pas l'Ukraine ou la Géorgie, il est évident que la crise actuelle n'aurait eu aucun fondement s'il n'y avait pas eu d'élargissement de l'alliance après la fin de guerre froide, ou si l'expansion s'était faite en harmonie avec la construction d'une structure de sécurité en Europe incluant la Russie.

Peut-être devrions-nous examiner cette question plus largement. Comment les autres pays réagissent-ils aux alliances militaires étrangères près de leurs frontières ? Puisque nous parlons de la politique US, nous devrions peut-être prêter attention à la façon dont les États-Unis ont réagi aux tentatives d'étrangers d'établir des alliances avec des pays voisins. Quelqu'un se souvient-il de la [doctrine Monroe](#), une déclaration d'une sphère d'influence qui comprenait tout un hémisphère ? Et nous le voulions ! Lorsque nous avons appris que l'Allemagne du Kaiser tentait d'enrôler le Mexique comme allié pendant la première guerre mondiale, cela a été une puissante incitation à la déclaration de guerre ultérieure contre l'Allemagne.

Ensuite, bien sûr, de mon vivant, nous avons eu la [Crise des missiles de Cuba](#) - quelque chose dont je me souviens très bien puisque j'étais à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou et que j'ai traduit certains des messages de Khrouchtchev à Kennedy.

Devrions-nous considérer des événements comme la *Crise des missiles de Cuba* du point de vue de certains des principes du droit international, ou du point de vue du comportement probable des dirigeants d'un pays s'ils se sentent menacés ? Que disait alors le droit international sur le déploiement de missiles nucléaires à Cuba ?

Cuba est un État souverain et a le droit de rechercher un soutien pour son indépendance de n'importe où. Il avait été menacé par les États-Unis, voire une tentative d'invasion, en utilisant des Cubains anticastristes. Il a demandé l'aide de l'Union Soviétique. Sachant que les États-Unis avaient déployé des armes nucléaires en Turquie, un allié des Etats-Unis voisin de l'Union Soviétique, alors Nikita Khrouchtchev, le dirigeant soviétique, a décidé de stationner des missiles nucléaires à Cuba. Comment les États-Unis pourraient-ils légitimement objecter si l'Union soviétique déployait des armes similaires à celles déployées contre elle ?

Évidemment, c'était une erreur. Une grossière erreur ! (On se souvient de la remarque de [Talleyrand](#) ... « Pire qu'un

crime ... ») Les relations internationales, qu'on le veuille ou non, ne sont pas déterminées par le débat, l'interprétation et l'application des subtilités du « droit international » - qui n'est en tout cas pas la même chose que le droit intérieur, propre à chaque pays. Kennedy a dû réagir pour éliminer la menace. Les chefs d'état-major ont recommandé de retirer les missiles par bombardement. Heureusement, Kennedy s'est arrêté avant cela, a déclaré un blocus et a exigé le retrait des missiles.

À la fin de la semaine d'échanges de messages - j'ai traduit le plus long de Khrouchtchev -, il a été convenu que Khrouchtchev retirerait les missiles nucléaires de Cuba. Ce qui n'a pas été annoncé, c'est que Kennedy a également convenu qu'il retirerait les missiles US de la Turquie, mais que cet engagement ne devait pas être rendu public.

Nous, diplomates étasuniens à l'ambassade de Moscou, étions ravis du résultat, bien sûr. Nous n'avons même pas été informés de l'accord concernant les missiles en Turquie. Nous n'avions aucune idée que nous nous étions approchés d'un échange nucléaire. Nous savions que les États-Unis avaient une supériorité militaire dans les Caraïbes et nous aurions applaudi si l'US Air Force avait bombardé les sites. Nous avons tort.

Lors de réunions ultérieures avec des diplomates et des officiers militaires soviétiques, nous avons appris que, si les sites avaient été bombardés, les officiers sur place auraient pu lancer les missiles sans ordre de Moscou. On aurait pu perdre Miami, et après quoi ? Nous ne savions pas non plus qu'un sous-marin soviétique avait failli lancer une torpille nucléaire contre le destroyer qui l'empêchait de remonter à la surface pour prendre de l'air.

C'était moins une. Il est assez dangereux de s'impliquer dans des affrontements militaires avec des pays dotés d'armes nucléaires. Vous n'avez pas besoin d'un diplôme supérieur en droit international pour comprendre cela. Vous n'avez besoin que de bon sens.

OK, c'était prévisible. Cela était-il prévu ?

« La plus profonde erreur stratégique commise depuis la fin de la guerre froide »

Mes paroles et ma voix n'étaient pas les seules. En 1997, lorsqu'il a été question d'incorporer plus de membres à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), on m'a demandé de témoigner devant la Commission des Relations Étrangères du Sénat. Dans mes remarques introductives, j'ai fait la déclaration suivante :

« Je considère que la recommandation de l'Administration d'accueillir de nouveaux membres dans l'OTAN à l'heure actuelle est malavisé. Si elle devait être approuvée par le Sénat des États-Unis, cela pourrait bien entrer dans l'histoire comme la plus grave erreur stratégique commise depuis la fin de la guerre froide. Loin d'améliorer la sécurité des États-Unis, de ses alliés et des nations qui souhaitent entrer dans l'Alliance, cela pourrait bien encourager un enchaînement d'événements qui pourraient produire la plus grave menace sur la sécurité de cette nation depuis l'effondrement de l'Union Soviétique.

La raison que j'ai citée était la présence dans Fédération de Russie d'un arsenal nucléaire dont l'efficacité globale équivalait, voire dépassait, celle des États-Unis. L'un ou l'autre de nos arsenaux, s'ils étaient réellement utilisés dans une guerre chaude, étaient capables de mettre fin à la possibilité d'une civilisation sur terre, peut-être même de provoquer l'extinction de la race humaine et de bien d'autres formes de vie sur la planète. Bien que les États-Unis et l'Union Soviétique aient, à la suite des accords de contrôle des armements conclus par les administrations Reagan et Bush, les négociations pour de nouvelles réductions furent mise au point mort sous l'administration Clinton. Il n'y a même pas eu d'effort pour négocier le retrait des armes nucléaires à courte portée d'Europe.

Ce n'était pas la seule raison que j'ai citée pour inclure, plutôt qu'exclure, la Russie de la sécurité européenne. Je l'ai expliqué comme suit :

« Le projet d'augmentation du nombre de membres de l'OTAN ne tient pas compte de la situation internationale réelle après la fin de la guerre froide et suit une logique qui n'avait de sens que pendant la guerre froide. La division de l'Europe a pris fin avant même que l'on songe à accueillir de nouveaux membres dans l'OTAN. Personne ne menace de re-diviser l'Europe. Il est donc absurde de prétendre, comme certains l'ont fait, qu'il est nécessaire d'accueillir de nouveaux membres dans l'OTAN pour éviter une future division de l'Europe ; si l'OTAN doit être le principal instrument d'unification du continent, la seule façon logique de le faire est de s'étendre à tous les pays européens. Mais cela ne semble pas être le but de l'administration, et même si c'est le cas, le moyen d'y parvenir n'est pas d'admettre de nouveaux membres au coup par coup.

Puis j'ai ajouté :

« Tous les prétendus objectifs de l'élargissement de l'OTAN sont louables. Bien entendu, les pays d'Europe centrale et orientale font culturellement partie de l'Europe et doivent se voir garantir une place dans les institutions européennes. Bien sûr, nous avons un intérêt dans le développement de la démocratie et des économies stables là-bas. Mais l'adhésion à l'OTAN n'est pas le seul moyen d'atteindre ces objectifs. Ce n'est même pas le meilleur moyen en l'absence d'une menace de sécurité claire et identifiable. »

En fait, la décision d'élargir l'OTAN au coup par coup était un renversement de la politique des Etats-Unis qui a produit la fin de la guerre froide et la libération de l'Europe de l'Est. Le président George H. W. Bush avait proclamé l'objectif d'une « Europe entière et libre ». Le président soviétique Gorbatchev avait parlé de « notre maison commune européenne », avait accueilli les représentants des gouvernements d'Europe de l'Est qui renversaient leurs dirigeants communistes et avait ordonné des réductions radicales des forces militaires soviétiques en expliquant que pour qu'un pays soit en sécurité, il devait y avoir une sécurité pour tous.

Le premier Président Bush a également assuré à Gorbatchev lors de leur rencontre à Malte en décembre 1989 que si les pays d'Europe de l'Est étaient autorisés à choisir leur future orientation par des processus démocratiques, les États-Unis ne « profiteraient » pas de ce processus. (De toute évidence, faire entrer dans l'OTAN des pays qui étaient alors dans le Pacte de Varsovie serait « en profiter ».) L'année suivante, Gorbatchev était assuré, mais pas dans un traité formel, que si une Allemagne unifiée était autorisée à rester dans l'OTAN, il n'y aurait pas de déplacement de la juridiction de l'OTAN vers l'est, « pas d'un pouce ».

Ces commentaires ont été faits au président Gorbatchev avant l'éclatement de l'Union Soviétique. Une fois qu'il l'a fait, la Fédération de Russie avait moins de la moitié de la population de l'Union Soviétique et un établissement militaire démoralisé et en plein désarroi. S'il n'y avait aucune raison d'élargir l'OTAN après que l'Union Soviétique eut reconnu et respecté l'indépendance des pays d'Europe de l'Est, il y avait encore moins de raisons de craindre la Fédération de Russie comme une menace.

Volontairement précipité ?

L'incorporation de pays d'Europe de l'Est à l'OTAN s'est poursuivie sous l'administration George W. Bush (2001-2009), mais ce n'est pas la seule chose qui a stimulé l'objection russe. Dans le même temps, les États-Unis ont commencé à se retirer des traités de contrôle des armements qui avaient tempéré, pour un temps, une course aux armements irrationnelle et dangereuse et constituaient les accords fondateurs pour mettre fin à la guerre froide.

La plus importante a été la décision de se retirer du Traité sur les missiles antibalistiques ([Traité ABM](#)) qui avait été le traité pierre angulaire de la série d'accords qui ont stoppé pour un temps la course aux armements nucléaires.

Après les attentats terroristes contre le *World Trade Center* à New York et le Pentagone en Virginie du Nord, le président Poutine a été le premier dirigeant étranger à appeler le président Bush et à lui offrir son soutien. Il a tenu parole en facilitant l'attaque contre le régime taliban en Afghanistan, qui avait hébergé Oussama ben Laden, le chef d'Al-Qaïda qui avait inspiré les attentats.

Il était clair à l'époque que Poutine aspirait à un partenariat de sécurité avec les États-Unis. Les terroristes djihadistes qui visaient les États-Unis visaient également la Russie. Néanmoins, les États-Unis ont continué à ignorer les intérêts russes - et aussi alliés - en envahissant l'Irak, un acte d'agression auquel se sont opposés non seulement la Russie, mais aussi la France et l'Allemagne.

Alors que le président Poutine sortait la Russie de la faillite qui a eu lieu à la fin des années 1990, stabilisait l'économie, remboursait les dettes extérieures de la Russie, réduisait l'activité du crime organisé et commençait même à constituer un pécule financier pour faire face aux futures tempêtes financières, il était soumis à ce qu'il percevait comme une insulte après l'autre à sa perception de la dignité et de la sécurité de la Russie.

Il les a énumérées dans un discours prononcé à Munich en 2007. Le secrétaire des États-Unis à la Défense, Robert Gates, a répondu que nous n'avions pas besoin d'une nouvelle guerre froide. Tout à fait vrai, bien sûr, mais ni lui, ni ses supérieurs, ni ses successeurs ne semblaient prendre au sérieux l'avertissement de Poutine. Alors le sénateur Joseph Biden, lors de sa candidature à l'élection présidentielle de 2008, s'était engagé à « tenir tête à Vladimir Poutine ! » Hein ? Qu'est-ce que Poutine avait fait de lui ou des États-Unis ?

(Le sénateur Biden, en tant que membre éminent de la Commission Sénatoriale des Relations Étrangères en 1997, avait approuvé l'expansion de l'OTAN. Tout au long de son mandat au Sénat, il s'est opposé à la levée des restrictions commerciales imposées par l'[Amendement Jackson-Vanik](#), même si elles n'auraient jamais dû s'appliquer à la Fédération de Russie.)

Bien que le président Barack Obama ait initialement promis des changements de politique, en fait, son gouvernement a continué d'ignorer les préoccupations russes les plus sérieuses et a même redoublé les efforts US pour détacher les anciennes républiques soviétiques de l'influence russe et, en fait, pour encourager un « changement de régime » en Russie même. Les actions étasuniennes en Syrie et en Ukraine ont été considérées par le président russe, et la plupart des Russes, comme des attaques indirectes contre eux.

Le président Bashar al-Assad de Syrie était un dictateur brutal mais le seul rempart efficace contre l'État islamique, un mouvement qui s'était épanoui en Irak après l'invasion étasunienne et se répandait en Syrie. L'aide militaire à une prétendue « opposition démocratique » est rapidement tombée entre les mains de djihadistes alliés à ce même Al-Qaïda qui avait organisé les attentats du 11 septembre aux États-Unis !

Mais la menace pour la Russie voisine était beaucoup plus grande puisque de nombreux djihadistes venaient de régions de l'ex-Union Soviétique, y compris de la Russie elle-même. La Syrie est aussi un voisin proche de la Russie ; les États-Unis ont renforcé les ennemis des États-Unis et de la Russie avec leur tentative malavisée de décapiter le gouvernement syrien.

En ce qui concerne l'Ukraine, l'intrusion des États-Unis dans sa politique intérieure a été profonde, au point de paraître de choisir un Premier Ministre. Elle a également, en effet, soutenu un coup d'État illégal qui a changé le gouvernement ukrainien en 2014, une procédure qui n'est normalement pas considérée comme conforme à l'État de Droit ou à la gouvernance démocratique. La violence qui couve encore en Ukraine a commencé dans l'ouest « pro-occidental », et non dans le Donbass où il s'agissait d'une réaction à ce qui était considéré comme une menace de violence contre les Ukrainiens d'origine russe.

Au cours du second mandat du président Obama, sa rhétorique est devenue plus personnelle, rejoignant un chœur s'élevant dans les médias US et britanniques vilipendant le président russe. Obama a parlé des sanctions économiques contre les Russes comme « coûtant » à Poutine sa « mauvaise conduite » en Ukraine, oubliant commodément que l'action de Poutine avait été populaire en Russie et que le propre prédécesseur d'Obama pouvait être accusé de manière crédible d'être un criminel de guerre.

Obama a alors commencé à lancer des insultes à l'ensemble de la nation russe, avec des allégations telles que « la Russie ne fait rien de ce que personne veut », ignorant commodément le fait que la seule façon d'amener des astronautes étasuniens à la station spatiale internationale à l'époque était avec des fusées russes, et que son gouvernement faisait de son mieux pour empêcher l'Iran et la Turquie d'acheter des missiles anti-aériens russes.

Je suis sûr que certains diront : « Quel est le problème ? Reagan a qualifié l'Union Soviétique d'empire du mal, mais a ensuite négocié la fin de la guerre froide. Bien ! Reagan a condamné l'ancien empire soviétique - et a par la suite attribué à Gorbatchev le mérite de l'avoir changé - mais il n'a jamais publiquement fustigé personnellement les dirigeants soviétiques. Il les a traités avec un respect personnel et comme des égaux, offrant même au ministre des Affaires Etrangères Andrei Gromyko des dîners officiels habituellement réservés aux chefs d'État ou de gouvernement. Ses premiers mots lors de réunions privées étaient généralement quelque chose comme : « Nous tenons la paix du monde entre nos mains. Nous devons agir de manière responsable pour que le monde puisse vivre en paix ».

Les choses ont empiré pendant les quatre années du mandat de Donald Trump. Accusé, sans preuve, d'être un dupe russe, Trump s'est assuré d'embrasser toutes les mesures anti-russes qui se présentaient, tout en flattant Poutine en tant que grand leader.

Les expulsions réciproques de diplomates, entamées par les États-Unis dans les derniers jours du mandat d'Obama, se sont poursuivies dans un sombre cercle vicieux qui a abouti à une présence diplomatique si émaciée que pendant des mois, les États-Unis n'ont pas eu suffisamment de personnel à Moscou pour délivrer des visas aux Russes pour visiter les États-Unis.

Comme tant d'autres développements récents, l'étranglement mutuel des missions diplomatiques, annule l'une des réalisations les plus fières de la diplomatie US au cours des dernières années de la guerre froide, lorsque nous avons travaillé avec diligence et succès pour ouvrir la société fermée de l'Union soviétique, pour faire tomber le rideau de fer qui séparait « l'Est » et « l'Ouest ». Nous avons réussi, avec la coopération d'un dirigeant soviétique qui a compris que son pays avait désespérément besoin de rejoindre le monde.

D'accord, je reste convaincu que la crise d'aujourd'hui a été « volontairement précipitée ». Mais s'il en est ainsi, comment puis-je dire qu'elle peut être facilement résolue par l'application du bon sens ?

La réponse simple est parce que cela peut l'être. Ce que le président Poutine demande, la fin de l'élargissement de l'OTAN et la création d'une structure de sécurité en Europe qui assure la sécurité de la Russie ainsi que celle des autres, est tout à fait raisonnable. Il n'exige la sortie d'aucun membre de l'OTAN et il n'en menace aucun.

Selon toute norme pragmatique et de bon sens, il est dans l'intérêt des États-Unis de promouvoir la paix, et non le conflit. Essayer de détacher l'Ukraine de l'influence russe - le but avoué de ceux qui militent pour les « révolutions de couleur » - était une course folle, et dangereuse. Avons-nous si vite oublié la leçon de la crise des missiles de Cuba ?

Maintenant, dire qu'approuver les exigences de Poutine est dans l'intérêt objectif des États-Unis ne signifie pas que

ce sera facile à faire. Les dirigeants des partis Démocrate et Républicain ont développé une telle position russophobe (une histoire nécessitant une étude séparée) qu'il faudra une grande habileté politique pour naviguer dans les eaux politiques perfides et parvenir à un résultat rationnel.

Le président Biden a clairement indiqué que les États-Unis n'interviendraient pas avec leurs propres troupes si la Russie envahissait l'Ukraine. Alors pourquoi les déplacer vers l'Europe de l'Est ? Juste pour montrer aux faucons du Congrès qu'il tient bon ? Pour quelle raison ? Personne ne menace la Pologne ou la Bulgarie sauf des vagues de réfugiés fuyant la Syrie, l'Afghanistan et les zones desséchées de la savane africaine. Alors, qu'est-ce que la 82e Airborne est censée faire ?

Eh bien, comme je l'ai suggéré plus tôt, c'est peut-être juste une feinte coûteuse. Peut-être que les négociations ultérieures entre les gouvernements Biden et Poutine trouveront un moyen de répondre aux préoccupations russes. Si c'est le cas, peut-être que la mascarade aura atteint son but. Et peut-être qu'alors les membres du Congrès commenceront à s'occuper des problèmes croissants que les Etasuniens ont chez eux au lieu de les aggraver.

On peut rêver, non ?

Jack F. Matlock, Jr.*

Original : [Ukraine Crisis Should Have Been Avoided](#). February 16, 2022.

[Consortium News](#). USA, le 16 février 2022

***Jack F. Matlock** a été ambassadeur des États-Unis en URSS (1987-1991). Membre du conseil d'administration de l'[American Committee for US-Russia Accord \(ACURA\)](#), il écrit depuis Singer Island, en Floride. [Biographie complète](#) en anglais

Traduit de l'anglais pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 17 février 2022

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org